

Évolutions monétaires en Guyane au 30 juin 2014

ÉVOLUTION FINANCIÈRE ET BANCAIRE INTERNATIONALE

Conséquence de la morosité observée au premier trimestre et des perspectives moins optimistes de plusieurs pays émergents, les prévisions de croissance de l'économie mondiale ont été abaissées par le Fonds monétaire international (FMI). Selon les dernières estimations à juillet 2014, la croissance de la production mondiale s'élèverait désormais à +3,4 % sur l'ensemble de l'année 2014 (contre +3,2 % en 2013 et +3,5 % en 2012).

Après une progression de 0,2 % début 2014, le PIB de la zone euro est stable au deuxième trimestre (0,0 %). L'économie française connaît, comme au premier trimestre, une croissance nulle sous l'effet notamment d'un nouveau recul de l'investissement et d'une contribution négative des échanges extérieurs (-0,1 point de PIB). La production totale de biens et services est pour sa part stable (-0,1 %). Seule la consommation des ménages se redresse, avec une hausse de 0,5 % des dépenses de consommation.

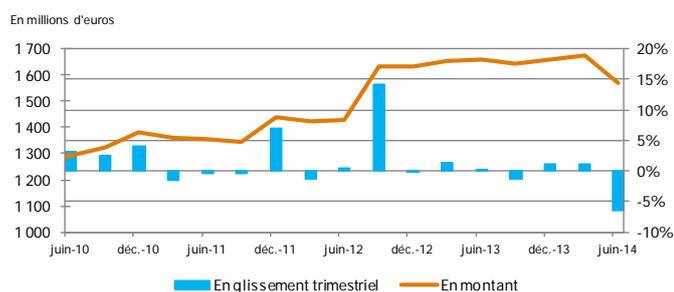
Lors de sa réunion du 4 septembre 2014, le Conseil des gouverneurs de la BCE a adopté des mesures fortes pour faire remonter le niveau d'inflation et soutenir l'activité par la reprise du crédit. D'une part, une nouvelle baisse des taux directeurs : le taux des opérations principales de refinancement est abaissé de 10 points de base, à 0,05 % ; le taux de la facilité de prêt marginal est abaissé de 10 points de base, à 0,30 % et le taux de la facilité de dépôt est abaissé de 10 points de base, à -0,20 %. D'autre part, le lancement de deux programmes d'achat d'actifs du secteur privé non financier : un programme d'achat de titres adossés à des actifs (asset-backed securities –ABS) et un programme d'achat d'obligations sécurisées (covered bonds). Les interventions au titre de ces programmes débuteront en octobre 2014. Lors de la conférence de presse qu'il a tenue à l'issue du Conseil, Mario Draghi, Président de la BCE a notamment indiqué que « Les mesures nouvellement décidées, ainsi que les opérations de refinancement à plus long terme ciblées (TLTRO) qui seront conduites dans deux semaines, auront une incidence notable sur le bilan de la BCE. Elles viennent s'ajouter à l'arsenal des mesures de politique monétaire prises ces derniers mois (...) Dans notre analyse, nous avons pris en compte les perspectives d'inflation globalement faibles, l'essoufflement récent de la dynamique de croissance de la zone euro et la persistance d'évolutions atones de la monnaie et du crédit (...) À mesure qu'elles se transmettront à l'économie, ces mesures contribueront à ramener les taux d'inflation à des niveaux plus proches de 2 %. (...) S'il devenait nécessaire d'accentuer notre réponse aux risques d'une période trop prolongée de faible inflation, le Conseil des gouverneurs affirme unanimement son engagement à recourir également à des instruments non conventionnels supplémentaires dans le cadre de son mandat. »

UNE ACTIVITÉ BANCAIRE EN PROGRESSION

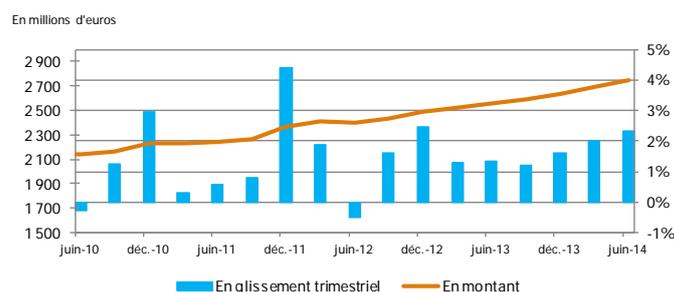
Le financement à l'économie est en hausse de 2,3 % sur le deuxième trimestre de l'année 2014, soit +62,9 M€, portant l'encours sain de crédit à 2 750 M€. Les crédits à l'économie sont tirés par les entreprises (+2,5 %, soit +35,1 M€) et les ménages (+1,2 %, soit +10,5 M€). Les encours de crédits aux collectivités locales reculent en revanche de 0,8 %, soit -2,9 M€. La progression de l'activité bancaire du département de ce trimestre s'explique notamment par une nouvelle hausse des crédits à l'habitat (+1,7 %, soit +26,5 M€) et des crédits à l'équipement (+1,3 %, soit +8,9 M€).

La collecte d'épargne s'est quant à elle contractée ce trimestre de 6,5 % (soit -109,6 M€) et s'établit à 1 567,6 M€. Cette baisse significative des actifs financiers globaux est liée à la suppression dans les livres d'un établissement de crédit de la place d'encours d'actions détenues au nom d'une contrepartie unique depuis septembre 2012. Ainsi hors cette opération exceptionnelle¹, la collecte globale serait en hausse de 2,4 %.

Evolution des actifs financiers



Evolution des concours bancaires



¹ Exclusion des placements à long terme des sociétés non financières.

UNE ACTIVITÉ DE FINANCEMENT BIEN ORIENTÉE

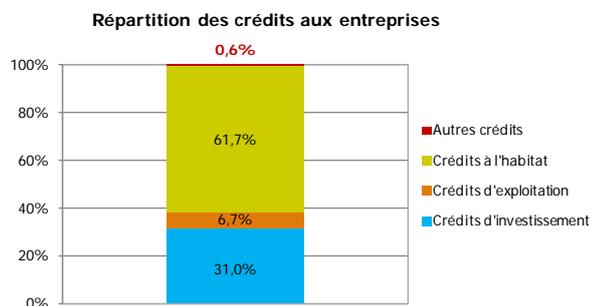
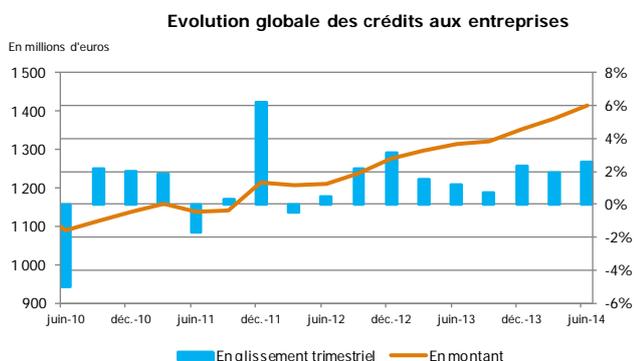
Nouvelle hausse des crédits aux entreprises

En matière de financement des **entreprises**, les concours sains s'inscrivent en hausse de 2,5 % après +2,0 % au trimestre précédent, pour atteindre 1 415,5 M€ au 30 juin. Sur un an, ils progressent de 7,8 % (+102,4 M€).

Les **crédits d'investissement** progressent de 3,5 % (+14,7 M€), grâce notamment à un rebond de 3,8 % (+12 M€) des crédits à l'équipement. Sur un an, la croissance de l'investissement des entreprises est confirmée avec une hausse de 9,3 % de l'encours.

Les **crédits à l'immobilier** dont l'encours s'établit à 873,0 M€ (62 % des crédits aux entreprises) représentent la première contribution à la hausse de l'activité de financement (+2,0 %, soit +16,4 M€). Sur un an, les crédits immobiliers (+8,6 %, soit +69,5 M€) restent le moteur de l'activité.

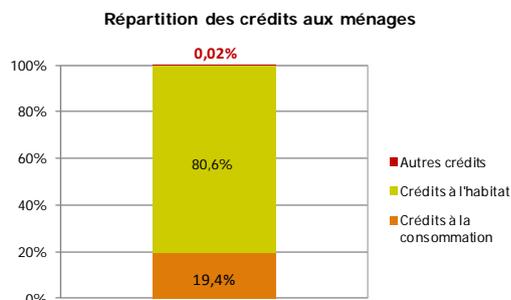
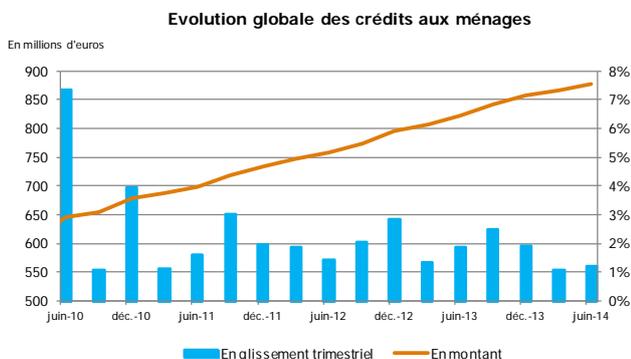
Après trois trimestres de recul, les **crédits d'exploitation** repartent à la hausse ce trimestre (+4,8 %, soit +4,3 M€). Cette progression s'explique essentiellement par l'augmentation des comptes ordinaires débiteurs (+8,3 %, +3,6 M€) et des créances commerciales (+3,4 %, +0,2 M€). En revanche, les crédits de trésorerie fléchissent (-1,7 %, soit -0,5 M€) pour s'établir à 31,9 M€.



Progression stable des crédits aux ménages

Les **crédits aux ménages** maintiennent leur rythme de progression, avec une hausse trimestrielle de 1,2 % (+10,5 M€), portant l'encours sain à 877,5 M€. Ils augmentent de 6,8 % sur un an. Comme au trimestre précédent, cette évolution s'explique principalement par la croissance des **crédits à l'habitat** (+1,4 %, soit +10,0 M€), qui atteignent 706,9 M€ et représentent 80 % de l'encours sain des ménages.

Les crédits de trésorerie ainsi que les **crédits à la consommation** s'inscrivent en très légère hausse (+0,2 %). Les comptes ordinaires débiteurs progressent de 6,0 %. Les opérations de crédit bail en revanche diminuent de 6,1 % (-0,7 M€).



Recul du financement des collectivités locales

L'encours sain de **crédits aux collectivités locales** recule de 0,8 % ce trimestre (soit -2,9 M€), pour s'établir à 382,2 M€. Cette évolution s'explique essentiellement par la baisse des crédits à l'équipement (-0,8 %, soit -3,0 M€).

Baisse du niveau de sinistralité

L'encours de **créances douteuses brutes** des établissements de crédit implantés localement (ECIL) diminue sur le trimestre (-6,6 %, soit -6,4 M€) pour atteindre 91,0 M€. Avec la hausse globale des crédits à l'économie, le taux de créances douteuses brutes de la place bancaire locale fléchit donc sur le trimestre à 3,6 %.

L'encours des provisions pour les établissements de crédit implantés localement (ECIL) diminue sur le trimestre (-4,1 %, soit -2,6 M€) pour s'établir à 61,1 M€. Dans la mesure où les créances douteuses enregistrent une baisse encore plus élevée (-6,6 %, soit -6,4 M€), cela se traduit par une hausse du **taux de provisionnement** de 1,8 point sur le trimestre, pour atteindre 67,1 %.

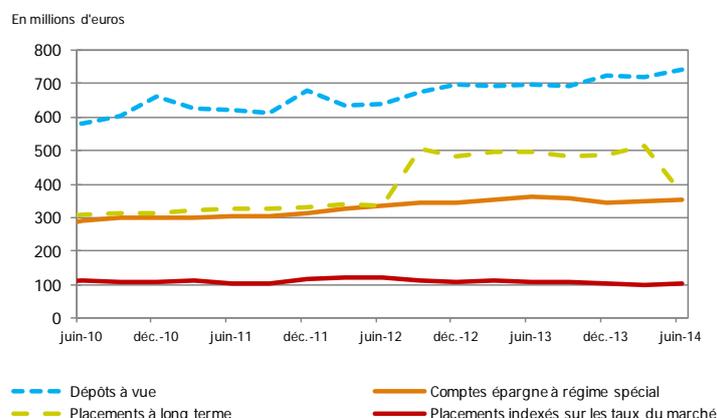
UNE BAISSÉ DES ACTIFS FINANCIERS

L'encours des actifs financiers détenus par les agents économiques s'élève à 1 567,6 M€, en baisse de 6,5 % ce trimestre (-109,6 M€). Sur un an, les actifs ont baissé de 5,6 % (-93 M€). Cette baisse trouve son origine dans la diminution des **placements à long terme** des entreprises (-95,6 %, soit -147 M€) due à la suppression dans les livres d'un établissement de crédit, d'encours d'actions détenues depuis septembre 2012 au nom d'une unique contrepartie.

Toutefois, hors placements à long terme, l'encours total des actifs financiers serait en progression de 2,4 %, soit +37,1 M€.

Les **dépôts à vue** sont en augmentation de 3,3 % (+23,3 M€), de même que les **placements liquides ou à court terme**, qui affichent une hausse de 2,0 % (+9,0 M€).

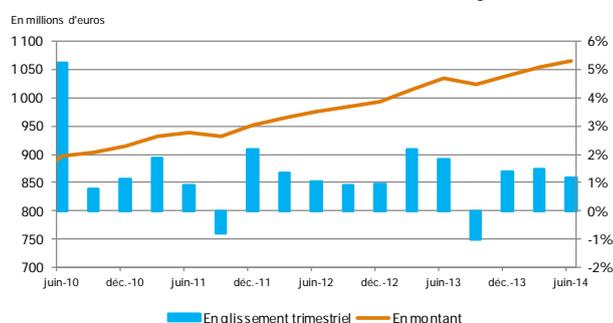
Evolution des principales composantes des actifs financiers



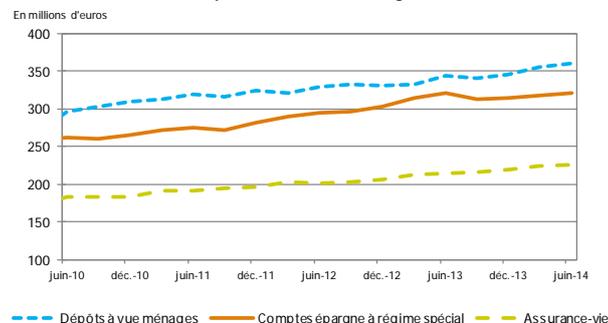
Hausse de l'épargne des ménages

Au cours du deuxième trimestre de cette année, les placements des ménages enregistrent une hausse de 1,2 % sur trois mois (soit +12,2 M€), et s'établissent à 1 065,2 M€. Ils progressent de 3,0 % sur un an et représentent 68,0 % de l'ensemble des placements des agents économiques de la place.

Evolution des actifs financiers des ménages



Evolution des principales composantes des placements des ménages



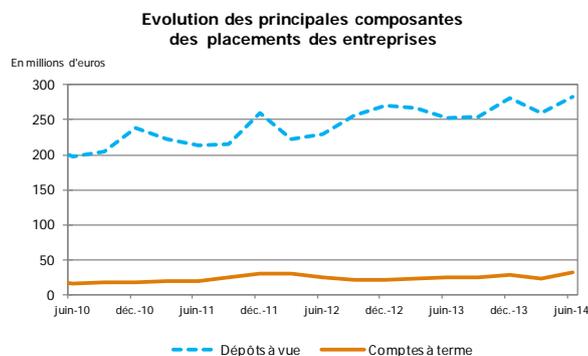
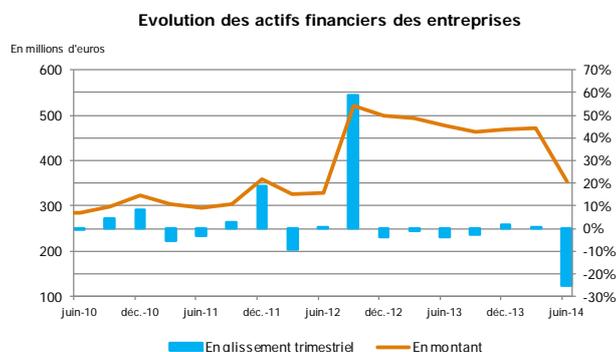
Les **dépôts à vue** sont en augmentation de 1,1 % sur le trimestre, soit 4,0 M€. Les **placements liquides** progressent également (+1,4 %, soit +4,7 M€). L'encours des **comptes d'épargne à régime spécial** affiche également une hausse (+1,2 % soit +3,9 M€), notamment grâce à la collecte des livrets A et Bleus (+1,4 %, soit +2,3 M€).

Les **placements à long terme** continuent de progresser ce trimestre (+1,0 %, soit +3,5 M€) tirés par la croissance des placements d'assurance vie (+1,1 %, soit +2,4 M€) et des plans d'épargne logement (+2,0 %, soit +1,9 M€).

Diminution des actifs des entreprises

Les actifs financiers détenus par les sociétés non financières affichent une baisse notable (-25,0 % soit -118,0 M€), établissant l'encours à 353,2 M€. Néanmoins, cette baisse est à relativiser puisque si l'on exclut l'encours des placements à long terme², les actifs des sociétés non financières augmenteraient de 9,1 %, soit +28,7 M€.

Ces actifs sont également marqués par une progression des **dépôts à vue** (+8,8 %, soit +22,8 M€) et des **placements liquides ou à court terme** (+10,1 %, soit +5,9 M€). Les **comptes d'épargne à régime spécial** s'inscrivent également en hausse (+29,3 %, soit +2,0 M€) notamment grâce à la croissance marquée des **comptes à terme** (+35,7 %, soit +8,1 M€).



Baisse des actifs des autres agents

Les placements des autres agents économiques s'inscrivent en baisse de -2,5 % (-3,9 M€) sur le trimestre et totalisent un encours de 149,2 M€. Cette diminution provient de la baisse des **dépôts à vue** (-3,5 %, soit -3,6 M€), ainsi que des **comptes d'épargnes à régime spécial** (-6,7 %, soit -1,5 M€). Malgré une **épargne à long terme** qui maintient sa tendance haussière avec +16,3 % (+1,2 M€) sur le trimestre (+91,0 % sur un an, soit +4,0 M€), cette évolution ne suffit pas à compenser la diminution constatée sur les autres produits d'épargne.

MÉTHODOLOGIE

- Les crédits présentés dans cette note concernent ceux accordés à l'ensemble des agents économiques présents sur le territoire, soit par les établissements de crédit disposant d'une implantation locale significative (établissements installés localement dits ECIL), soit ceux n'en détenant pas (établissement de crédits non installés localement dits ECNIL). Les actifs présentés sont ceux déposés par l'ensemble des agents économiques auprès de ces deux types d'établissements.
- Les données de l'épargne de long terme ne sont pas exhaustives car elles n'incluent que très partiellement les encours des contrats d'assurance-vie souscrits par des ECIL, mais gérés à l'extérieur, et ne comprennent pas celles relatives aux opérations de compagnie d'assurance intervenant localement.
- Les données des entrepreneurs individuels sont réparties entre les catégories « entreprises » et « ménages » : les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs sont comptabilisés dans les crédits aux particuliers, alors que les autres crédits apparaissent dans la catégorie des entreprises. Quant aux actifs des entrepreneurs individuels, ils sont comptabilisés dans les données des ménages.

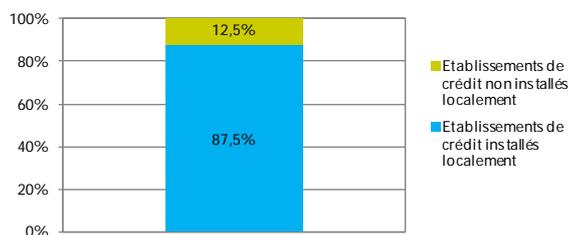
² Cf. page 1 et page 3 pour les explications relatives aux mouvements enregistrés sur le poste « Placements à long terme » des entreprises.

TABLEAUX STATISTIQUES

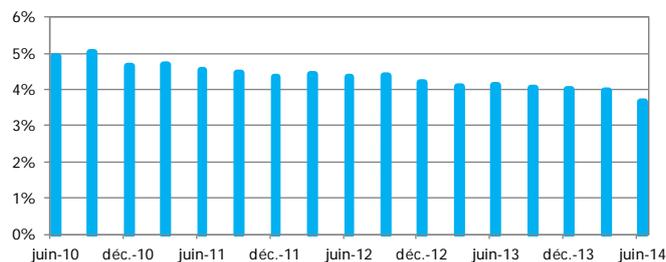
Les crédits à l'économie

	Montants en millions d'euros								Variations	
	juin-10	juin-11	juin-12	juin-13	sept-13	déc-13	mars-14	juin-14	1 trim	1 an
Entreprises										
Crédits d'exploitation	74,7	80,9	92,7	100,6	96,5	94,1	90,3	94,6	4,8%	-5,9%
<i>Créances commerciales</i>	6,1	6,3	8,5	7,9	7,3	8,4	6,8	7,0	3,4%	-11,0%
<i>Crédits de trésorerie</i>	35,5	34,5	33,0	30,5	32,6	34,4	32,4	31,9	-1,7%	4,5%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	6,6	6,5	6,5	6,0	5,3	6,2	6,7	6,2	-7,2%	3,9%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	27,2	35,5	44,8	55,2	49,2	42,0	43,1	46,7	8,3%	-15,5%
<i>Affecturage</i>	5,9	4,7	6,5	6,9	7,3	9,3	8,0	9,0	13,1%	30,1%
Crédits d'investissement	332,9	351,8	364,8	402,0	397,6	409,3	424,5	439,2	3,5%	9,3%
<i>Crédits à l'équipement</i>	273,8	284,5	273,1	306,4	305,0	314,5	316,2	328,2	3,8%	7,1%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	39,0	36,7	26,2	24,8	32,8	23,0	23,1	23,1	-0,1%	-6,9%
<i>Crédit-bail</i>	59,1	67,3	91,7	95,6	92,6	94,8	108,3	111,0	2,5%	16,1%
Crédits à l'habitat	679,5	700,2	749,4	803,5	820,9	841,0	856,6	873,0	1,9%	8,6%
Autres crédits	3,8	4,9	5,1	7,0	8,1	9,5	9,0	8,7	-3,3%	23,5%
Encours sain	1 090,9	1 137,8	1 212,1	1 313,1	1 323,1	1 353,8	1 380,4	1 415,5	2,5%	7,8%
Ménages										
Crédits à la consommation	173,5	165,1	163,5	162,4	167,6	170,7	170,2	170,5	0,2%	5,0%
<i>Crédits de trésorerie</i>	151,1	139,5	137,3	136,7	140,5	144,9	143,4	143,6	0,2%	5,1%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	9,8	11,8	11,9	12,8	14,6	13,7	14,1	14,9	6,0%	16,9%
<i>Crédit-bail</i>	12,6	13,8	14,3	13,0	12,5	12,1	12,7	11,9	-6,1%	-8,1%
Crédits à l'habitat	472,8	533,0	594,5	658,8	674,0	687,0	696,8	706,9	1,4%	7,3%
Autres crédits	0,1	0,3	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,2	129,7%	7,8%
Encours sain	646,4	698,3	758,2	821,4	841,8	857,9	867,0	877,5	1,2%	6,8%
Collectivités locales										
Crédits d'exploitation	0,7	18,9	0,9	6,9	6,9	0,7	4,8	5,0	3,1%	-27,5%
<i>Crédits de trésorerie</i>	0,1	0,0		6,0	6,1	0,0	4,0	4,0		-33,2%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	0,7	18,9	0,9	0,9	0,8	0,7	0,8	1,0	18,5%	12,0%
Crédits d'investissement	368,3	370,4	393,6	382,0	383,2	386,2	380,4	377,3	-0,8%	-1,2%
<i>Crédits à l'équipement</i>	368,0	370,2	393,6	381,9	383,2	386,2	380,2	377,2	-0,8%	-1,2%
Autres crédits	0,8	0,7	0,4	0,1	0,1					-100,0%
Encours sain	369,8	390,0	394,9	388,9	390,2	386,9	385,2	382,2	-0,8%	-1,7%
Autres agents										
Encours sain	29,5	20,9	31,7	37,3	36,9	35,3	54,5	74,7	37,1%	100,4%
TOTAL										
Encours sain	2 136,5	2 247,0	2 396,9	2 560,7	2 592,0	2 633,8	2 687,1	2 750,0	2,3%	7,4%
<i>dont ECNIL</i>	304,3	304,2	339,9	338,3	332,7	334,6	335,0	344,0	2,7%	1,7%
Créances douteuses brutes	100,4	101,2	104,6	105,5	99,6	105,7	110,3	98,6	-10,6%	-6,5%
<i>dont ECIL</i>	94,2	92,5	93,7	95,4	95,2	95,8	97,5	91,0	-6,6%	-4,6%
<i>Créances douteuses nettes</i>	35,5	39,2	42,8	42,1	35,7	42,8	46,2	36,9	-20,2%	-12,5%
<i>(dt) Entreprises</i>	22,6	28,7	31,7	30,5	24,8	25,2	25,4	19,4	-23,4%	-36,3%
<i>(dt) Ménages</i>	12,4	10,2	10,8	11,4	10,7	12,3	12,7	14,4	13,3%	27,1%
<i>Provisions</i>	64,8	61,9	61,8	63,4	63,9	62,9	64,1	61,8	-3,7%	-2,5%
Encours brut total	2 236,9	2 348,2	2 501,5	2 666,2	2 691,6	2 739,5	2 797,4	2 848,6	2,1%	6,8%
<i>Taux de créances douteuses</i>	4,5%	4,3%	4,2%	4,0%	3,7%	3,9%	3,9%	3,5%	-0,5 pt	-0,5 pt
<i>dont ECIL</i>	4,9%	4,5%	4,4%	4,1%	4,0%	4,0%	4,0%	3,6%	-0,3 pt	-0,5 pt
<i>Taux de provisionnement</i>	64,6%	61,2%	59,1%	60,1%	64,1%	59,5%	58,1%	62,6%	4,5 pt	2,6 pt
<i>dont ECIL</i>	68,7%	66,8%	65,7%	66,0%	66,7%	65,3%	65,3%	67,1%	1,8 pt	1,1 pt

Répartition des concours bancaires sains



Evolution du taux de créances douteuses brutes des établissements installés localement



Les placements des agents économiques

	Montants en millions d'euros								Variations	
	juin-10	juin-11	juin-12	juin-13	sept-13	déc-13	mars-14	juin-14	1 trim	1 an
Sociétés non financières	284,9	295,1	327,2	476,0	462,4	469,9	471,1	353,2	-25,0%	-25,8%
Dépôts à vue	197,5	214,2	229,2	252,1	253,8	280,5	259,3	282,1	8,8%	11,9%
Placements liquides ou à court terme	81,0	74,1	89,6	74,1	76,0	61,8	58,5	64,4	10,1%	-13,1%
Comptes d'épargne à régime spécial	19,3	18,1	24,1	18,0	19,0	4,8	6,8	8,8	29,3%	-51,0%
Placements indexés sur les taux de marché	61,7	56,0	65,5	56,1	57,0	57,0	51,7	55,6	7,6%	-0,9%
<i>dont comptes à terme</i>	14,8	20,0	24,5	24,5	24,4	27,4	22,9	31,1	35,7%	26,8%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	45,9	25,4	31,9	27,2	28,3	25,3	24,4	22,1	-9,5%	-18,8%
<i>dont certificats de dépôt</i>	1,0	10,5	9,1	4,3	4,3	4,3	4,3	2,4	-45,3%	-45,3%
Epargne à long terme	6,4	6,9	8,4	149,7	132,7	127,6	153,4	6,7	-95,6%	-95,5%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	4,0	4,6	4,5	3,9	3,1	2,3	2,2	2,2	-0,6%	-45,2%
Ménages	896,4	939,2	975,0	1 033,7	1 023,4	1 037,5	1 053,0	1 065,2	1,2%	3,0%
Dépôts à vue	297,3	319,1	328,9	344,6	340,9	345,6	356,1	360,2	1,1%	4,5%
Placements liquides ou à court terme	299,6	305,4	323,2	348,1	338,6	342,3	343,1	347,7	1,4%	-0,1%
Comptes d'épargne à régime spécial	262,0	275,2	294,6	321,3	312,9	315,1	317,7	321,6	1,2%	0,1%
<i>dont livrets ordinaires</i>	83,1	87,4	95,6	97,0	92,3	90,3	90,3	91,3	1,2%	-5,8%
<i>dont livrets A et bleus</i>	127,1	136,4	146,2	165,8	162,9	166,6	169,1	171,4	1,4%	3,4%
<i>dont livrets jeunes</i>	2,5	2,4	2,2	2,0	2,0	2,0	1,9	2,0	0,7%	-4,4%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	9,2	7,5	6,8	6,3	6,2	6,1	5,4	5,4	-0,4%	-14,4%
<i>dont livrets de développement durable</i>	14,9	16,0	17,5	24,0	24,1	24,7	25,7	26,3	2,5%	9,9%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	25,2	25,5	26,2	26,3	25,6	25,3	25,3	25,1	-0,6%	-4,3%
Placements indexés sur les taux de marché	37,6	30,2	28,7	26,9	25,7	27,2	25,4	26,2	3,0%	-2,6%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	20,5	19,3	20,9	20,1	19,8	20,8	19,3	19,9	3,3%	-0,8%
<i>dont bons de caisse</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
<i>dont OPCVM monétaires</i>	17,1	10,9	7,7	6,8	5,9	6,4	6,1	6,3	2,4%	-7,9%
Epargne à long terme	299,5	314,7	322,8	340,9	343,9	349,6	353,7	357,3	1,2%	4,8%
<i>dont plans d'épargne logement</i>	80,0	83,7	86,4	92,5	93,3	95,5	96,2	98,2	0,8%	6,1%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	5,9	5,8	5,4	5,2	5,2	5,2	5,2	5,0	-0,8%	-4,1%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	0,9	0,8	0,9	0,8	0,7	0,7	0,7	0,7	-1,9%	-1,1%
<i>dont portefeuille-titres</i>	14,1	17,3	17,7	17,9	17,8	18,6	18,3	18,0	-1,1%	0,6%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	14,7	14,9	10,5	9,8	9,8	9,8	9,6	9,3	-2,6%	-6,0%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	184,1	192,3	201,9	214,7	217,0	219,8	223,7	226,1	1,8%	5,3%
Autres agents	184,1	192,3	128,1	150,8	154,8	151,3	153,1	149,2	-2,5%	-1,1%
Dépôts à vue	108,9	118,4	81,7	97,3	98,4	98,6	101,0	97,5	-3,5%	0,2%
Placements liquides ou à court terme	86,6	87,7	42,7	49,1	51,3	44,5	44,8	43,3	-3,3%	-11,9%
Comptes d'épargne à régime spécial	20,4	27,1	17,2	22,4	24,8	23,0	22,5	21,0	-6,7%	-6,2%
Placements indexés sur les taux de marché	8,5	11,1	25,5	26,8	26,5	21,4	22,4	22,4	0,0%	-16,6%
<i>dont comptes à terme</i>	11,9	16,0	14,9	15,9	17,1	16,5	16,8	15,6	-7,2%	-1,9%
Epargne à long terme	7,2	8,1	3,7	4,4	5,1	8,2	7,2	8,4	16,3%	91,0%
Total actifs financiers	1 290,2	1 352,8	1 430,2	1 660,5	1 640,7	1 658,7	1 677,1	1 567,6	-6,5%	-5,6%
Dépôts à vue	581,4	620,9	639,8	694,1	693,1	724,6	716,4	739,7	3,3%	6,6%
Placements liquides ou à court terme	401,0	406,6	455,5	471,4	465,9	448,6	446,4	455,5	2,0%	-3,4%
Comptes d'épargne à régime spécial	289,8	304,4	335,9	361,7	356,8	342,9	347,0	351,4	1,3%	-2,9%
<i>dont livrets ordinaires</i>	88,7	95,9	109,4	115,4	112,9	109,0	108,6	108,0	-0,5%	-6,4%
<i>dont livrets A et bleus</i>	149,2	157,1	173,8	187,6	186,0	175,7	180,0	184,5	2,5%	-1,7%
<i>dont livrets jeunes</i>	2,5	2,4	2,2	2,0	2,0	2,0	1,9	2,0	0,7%	-4,4%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	9,2	7,5	6,8	6,3	6,2	6,1	5,4	5,4	-0,4%	-14,4%
<i>dont livrets de développement durable</i>	15,0	16,0	17,5	24,0	24,1	24,8	25,7	26,4	2,5%	9,8%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	25,2	25,5	26,2	26,3	25,7	25,4	25,3	25,2	-0,7%	-4,3%
Placements indexés sur les taux de marché	111,2	102,2	119,6	109,8	109,2	105,7	99,4	104,1	4,7%	-5,1%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	42,5	47,4	60,3	60,5	61,3	64,7	59,0	66,6	12,9%	10,1%
<i>dont bons de caisse</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
<i>dont certificats de dépôt</i>	1,0	10,5	9,1	4,3	4,3	4,3	4,3	2,4	-45,3%	-45,3%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	67,6	44,2	50,2	44,9	43,6	36,7	36,1	35,1	-2,7%	-21,8%
Epargne à long terme	307,8	325,3	334,9	495,1	481,6	485,4	514,3	372,4	-27,6%	-24,8%
<i>dont plans d'épargne logement</i>	80,0	83,7	86,5	92,6	93,4	95,5	96,3	98,2	2,0%	6,1%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	5,9	5,8	5,4	5,2	5,2	5,2	5,2	5,0	-2,9%	-4,1%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	0,9	0,8	0,9	0,8	0,8	0,7	0,7	0,7	2,4%	-3,3%
<i>dont actions</i>	9,3	12,6	10,7	152,0	136,2	132,4	158,4	11,3	-92,9%	-92,6%
<i>dont obligations</i>	7,9	8,3	12,6	13,3	12,9	14,3	13,9	14,6	4,9%	9,5%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	19,9	21,9	16,8	16,4	16,1	17,5	16,1	16,4	1,8%	-0,1%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	184,1	192,3	201,9	214,7	217,0	219,8	223,7	226,1	1,1%	5,3%

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : N. de SEZE – Responsable de la rédaction : F. DUFRESNE
Éditeur et imprimeur : IEDOM - Achevé d'imprimer : septembre 2014